

# LES CANADIENS ANTICIPENT QUE LA RÉCESSION SE PROLONGERA JUSQU'EN 2010

Nik Nanos



À l'approche du budget du 27 janvier, nous avons demandé à Nik Nanos, de la maison Nanos Research, de sonder l'humeur du pays face à l'aggravation de la crise économique et quant aux mesures que doivent prendre les gouvernements. Selon son enquête, les Canadiens s'attendent à une récession qui se prolongera au moins jusqu'en 2010 plutôt qu'à un ralentissement qui prendrait fin dès l'été prochain. Ils se préparent aussi à une conjoncture de déficit budgétaire et privilégient les dépenses d'infrastructure comme mesure de relance économique.

In the run-up to the January 27 budget, we asked Nik Nanos of Nanos Research to probe the mood of the country on the deepening economic crisis and what steps governments should take to respond to it. Canadians are expecting a longer recession lasting into at least next year, rather than a shorter one ending this summer. They are prepared to accept deficit spending in under the circumstances, and infrastructure spending is their preferred form of fiscal stimulus.

Les Canadiens anticipent un important ralentissement économique qui se prolongera jusqu'en 2010 plutôt qu'une légère récession qui se terminerait à l'été. En majorité, ils soutiennent aussi l'adoption par les gouvernements fédéral et provinciaux d'une politique de déficit budgétaire visant à relancer l'économie; les dépenses d'infrastructure et la réduction de l'impôt des particuliers figurant en tête des mesures qu'ils privilégient. Ils sont en revanche très peu favorables aux plans de sauvetage industriel.

Telles sont les principales conclusions de l'enquête Nanos Research menée en exclusivité pour *Options politiques* à l'occasion d'un sondage téléphonique par échantillons aléatoires réalisé du 3 au 7 janvier auprès de 1 003 Canadiens. La marge d'erreur est de 3,1 p. 100, 19 fois sur 20.

Le sondage témoigne clairement du pessimisme grandissant de la population quant à une reprise à court terme et du consensus entourant la nécessité de mesures de relance, même si le retour à un déficit budgétaire suscite peu d'enthousiasme.

C'est ainsi que 57,8 p. 100 des répondants anticipent un sérieux ralentissement qui se prolongera jusqu'en 2010, seulement 34,1 p. 100 estimant que nous traversons une légère récession qui prendra fin cet été (question 1). On parle de récession en présence de deux trimestres consécutifs de croissance négative. Or ce pessimisme face à une reprise à court terme s'observe partout au pays. C'est toutefois dans les provinces atlantiques qu'il est le moins marqué (47,5 p. 100) alors qu'il culmine au Québec (61,7 p. 100), sans doute parce

que le premier ministre Jean Charest vient d'y solliciter et d'obtenir un nouveau mandat électoral pour mieux affronter la crise économique.

Si la plupart des Canadiens se disent d'accord (33,1 p. 100) ou plutôt d'accord (23,5 p. 100) avec une politique de relance par déficit budgétaire, cette majorité ne rassemble que 56,6 p. 100 d'entre eux contre 25,4 p. 100 qui s'opposent à une telle politique et 12,5 p. 100 qui y sont plutôt opposés, pour un total de 37,9 p. 100 (question 2). On peut donc parler d'un appui tiède à une politique de déficit budgétaire, uniquement motivé par l'urgence de la situation économique.

Au chapitre des stimulants budgétaires, nous avons demandé aux Canadiens d'indiquer les deux mesures qu'ils privilégient sur les quatre que nous leur proposons (questions 3a et 3b). Le plus fort appui est allé aux programmes d'infrastructure et de travaux publics (premier choix de 39,6 p. 100 des répondants et second choix de 24,5 p. 100 d'entre eux). Les trois quarts ont donc cité les dépenses d'infrastructure comme premier ou second choix.

En deuxième lieu, les répondants ont privilégié une réduction de l'impôt des particuliers visant à stimuler les dépenses de consommation, premier choix de 23,4 p. 100 d'entre eux et second choix de 27,2 p. 100. L'idée obtient ainsi l'appui de la moitié de la population.

Notre troisième option consistait à offrir aux entreprises des incitatifs fiscaux visant à créer des emplois. Elle a été le premier choix de 19,8 p. 100 des répondants et le second de 26,9 p. 100

d'entre eux. Près de la moitié de la population en approuve donc l'idée.

La moins populaire de nos quatre options — les plans de sauvetage destinés à des secteurs industriels comme celui de l'automobile — a été le premier choix de seulement 12,8 p. 100 des répondants et le second choix de 17,8 p. 100 d'entre eux. C'est dire que seulement trois Canadiens sur dix

appuient les plans de sauvetage comme ceux qu'Ottawa et Washington ont approuvés pour l'industrie automobile nord-américaine.

Et c'est en Ontario que l'appui à ces plans est le plus faible, cette mesure étant le premier choix de seulement 11 p. 100 des répondants de cette province, qui est pourtant le berceau de l'industrie automobile canadienne. Un seul Ontarien sur

dix estime ainsi que son gouvernement doit prioritairement venir en aide au premier secteur d'activité de la province pour affronter la crise économique.

*Collaborateur régulier d'Options politiques, Nik Nanos est président et chef de la direction de Nanos Research, et professeur associé de recherche à la University of Buffalo, campus de la State University of New York.*

**QUESTION 1. CROYEZ-VOUS QUE LA RÉCESSION ACTUELLE SERA UNE RÉCESSION MODÉRÉE QUI PRENDRA FIN AVANT L'ÉTÉ 2009 OU UNE RÉCESSION PLUS GRAVE QUI SE PROLONGERA JUSQU'EN 2010 ?**

		Total N	Modérée — Reprise avant la fin de l'été 2009 %	Plus grave — Se prolongera jusqu'en 2010 %	Incertain %
Région	Canada	1 003	34,1	57,8	8,2
	Atlantique	99	42,8	47,5	9,7
	Québec	248	31,9	61,7	6,4
	Ontario	306	30,6	59,2	10,3
	Ouest	349	36,2	56,7	7,2
Sexe	Homme	502	34,1	58,9	7,0
	Femme	501	34,0	56,7	9,3
Âge	18 à 29	196	30,5	58,3	11,3
	30 à 39	192	36,8	57,1	6,1
	40 à 49	216	36,8	53,4	9,8
	50 à 59	172	31,4	62,8	5,8
	60 et plus	226	34,2	58,4	7,4
Allégeance politique	Libéral	305	33,9	58,6	7,6
	Conservateur	298	38,3	53,5	8,2
	NPD	168	29,6	64,5	5,9
	Bloc	65	34,5	58,7	6,8
	Vert	66	33,9	53,6	12,5
	Indécis	100	29,4	58,9	11,6

**QUESTION 2. ÊTES-VOUS D'ACCORD, PLUTÔT D'ACCORD, PLUTÔT EN DÉSACCORD OU EN DÉSACCORD AVEC L'AFFIRMATION SELON LAQUELLE LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX DOIVENT ENTRER EN DÉFICIT POUR STIMULER L'ÉCONOMIE ?**

		Total N	D'accord %	Plutôt d'accord %	Plutôt en désaccord %	Désaccord %	Incertain %
Région	Canada	1 003	33,1	23,5	12,5	25,4	5,5
	Atlantique	99	30,9	25,6	9,0	28,0	6,5
	Québec	248	26,7	26,9	13,5	29,1	3,8
	Ontario	306	37,5	18,8	15,3	20,9	7,5
	Ouest	349	34,3	24,6	10,4	25,9	4,8
Sexe	Homme	502	38,1	21,3	13,2	25,0	2,5
	Femme	501	28,0	25,7	11,9	25,7	8,6
Âge	18 à 29	196	35,8	21,2	11,9	21,9	9,3
	30 à 39	192	33,7	21,5	14,1	25,8	4,9
	40 à 49	216	27,5	22,3	17,6	29,0	3,6
	50 à 59	172	32,7	26,1	13,3	23,0	4,9
	60 et plus	226	35,7	26,4	6,3	26,4	5,2
Allégeance politique	Libéral	305	34,9	26,4	10,3	25,1	3,4
	Conservateur	298	37,0	20,5	11,8	26,6	4,2
	NPD	168	30,4	28,5	14,1	19,6	7,4
	Bloc	65	26,5	30,5	15,9	21,5	5,5
	Vert	66	38,4	7,1	18,3	30,5	5,7
	Indécis	100	20,9	21,6	13,0	31,5	13,1

QUESTION 3A. VEUILLEZ INDIQUER LA MESURE QUE DOIVENT ADOPTER LES GOUVERNEMENTS : PREMIER CHOIX

		Total N	Dépenses d'infrastructure et autres travaux publics pour créer des emplois %	Programmes de sauvetage pour certains secteurs industriels comme ceux des forêts, de l'automobile et des mines %	Incitatifs fiscaux à l'investissement pour créer des emplois %	Réduction de l'impôt des particuliers pour stimuler les dépenses de consommation %	Incertain %
Région	Canada	1 003	39,6	12,8	19,8	23,4	4,4
	Atlantique	99	42,5	15,6	10,9	25,6	5,4
	Québec	248	34,8	15,2	26,3	23,7	0,0
	Ontario	306	39,7	11,0	18,9	22,1	8,2
	Ouest	349	42,1	11,8	18,5	23,6	4,0
Sexe	Homme	502	38,9	12,5	16,9	27,1	4,7
	Femme	501	40,3	13,1	22,7	19,7	4,2
Âge	18 à 29	196	41,7	13,9	21,2	20,5	2,6
	30 à 39	192	41,1	12,9	22,7	18,4	4,9
	40 à 49	216	36,8	12,4	20,2	24,9	5,7
	50 à 59	172	40,3	11,5	18,6	23,9	5,8
	60 et plus	226	38,7	13,0	16,7	28,3	3,3
Allégeance politique	Libéral	305	45,3	13,0	18,8	22,7	0,2
	Conservateur	298	34,2	15,3	18,7	25,8	6,0
	NPD	168	46,0	14,1	17,0	18,6	4,3
	Bloc	65	41,9	10,0	27,5	20,6	0,0
	Vert	66	39,5	5,8	23,0	25,3	6,4
	Indécis	100	26,0	8,8	23,9	27,1	14,3

QUESTION 3B. VEUILLEZ INDIQUER LA MESURE QUE DOIVENT ADOPTER LES GOUVERNEMENTS : DEUXIÈME CHOIX

		Total N	Dépenses d'infrastructure et autres travaux publics pour créer des emplois %	Programmes de sauvetage pour certains secteurs industriels comme ceux des forêts, de l'automobile et des mines %	Incitatifs fiscaux à l'investissement pour créer des emplois %	Réduction de l'impôt des particuliers pour stimuler les dépenses de consommation %	Incertain %
Région	Canada	958	24,5	17,8	26,9	27,2	3,6
	Atlantique	94	23,4	22,6	23,0	29,6	1,4
	Québec	248	29,0	20,4	27,2	23,4	0,0
	Ontario	281	21,3	18,4	28,5	26,8	5,0
	Ouest	335	24,1	14,1	26,3	29,8	5,7
Sexe	Homme	478	24,1	18,0	26,9	27,6	3,5
	Femme	480	24,9	17,7	26,8	26,8	3,7
Âge	18 à 29	191	23,1	21,1	28,6	25,2	2,0
	30 à 39	183	20,6	20,0	26,5	29,7	3,2
	40 à 49	204	21,4	15,9	28,6	31,9	2,2
	50 à 59	162	30,5	18,8	22,5	23,0	5,2
	60 et plus	218	27,3	14,2	27,3	25,8	5,4
Allégeance politique	Libéral	304	24,0	18,5	26,7	26,4	4,5
	Conservateur	280	26,5	15,8	28,0	26,5	3,2
	NPD	161	21,3	16,7	23,3	35,3	3,5
	Bloc	65	23,3	21,5	34,5	20,7	0,0
	Vert	62	26,3	19,8	24,3	27,1	2,6
	Indécis	86	25,5	20,3	26,5	22,4	5,4

Source : Nanos Research, www.nanosresearch.com